

Le Canada est d'abord un pays d'immigration et se trouve en tant que tel confronté à de nouveaux défis. Plus qu'autrefois, les immigrants sont aujourd'hui susceptibles d'appartenir à des groupes de minorités visibles et, bien que mieux instruits, ils sont financièrement plus mal en point que leurs prédécesseurs des décennies passées. De fait, les nouveaux immigrants subissent un chômage plus élevé et touchent des revenus inférieurs. Cela n'annonce rien de bon pour le Canada puisque la population active du pays ne peut s'accroître sans immigrants : de 1991 à 2001, la croissance de la main-d'œuvre a reposé à hauteur de 70 p. 100 sur l'immigration, cette proportion étant encore plus élevée à Toronto. Or les candidats à l'immigration jouissent aujourd'hui d'un horizon mondialisé qui élargit l'éventail des pays où ils peuvent s'établir. Tous ces facteurs expliquent que l'intégration des nouveaux arrivants revêt une dimension critique, notamment dans la région de Toronto où arrivent et s'établissent la plus grande partie des nouveaux immigrants.

On reconnaît de plus en plus les problèmes d'intégration des immigrants, comme en témoignent depuis quelques années plusieurs initiatives visant à les résoudre : nouvelles lois, réorganisation des responsabilités, nouveaux programmes et partenariats. Cette étude présente une vue d'ensemble des programmes et services de soutien destinés à l'intégration des nouveaux immigrants au marché du travail torontois. Ces programmes ciblent les immigrants, les employeurs ou les organismes de services aux immigrants. Ils sont généralement parrainés par le gouvernement fédéral ou la province mais y participent aussi d'autres intervenants comme les organismes d'évaluation des titres de compétences, les organes de réglementation de différents métiers et professions, les employeurs, les établissements d'enseignement et les organismes communautaires.

Quatre barrières freinent surtout l'intégration des immigrants au marché du travail : la faible reconnaissance de l'expérience et des titres de compétences acquis à l'étranger, le manque d'aptitudes linguistiques et de communication adaptées au milieu de travail, l'exigence d'une expérience de travail canadienne et la discrimination. Nan Weiner examine en profondeur les trois premières – l'analyse de la discrimination déborde le cadre de cette étude – et les programmes offerts aux immigrants de la région torontoise pour leur venir en aide.

L'auteure évalue l'efficacité de ces programmes et services selon les critères suivants : la reconnaissance des

trois barrières en question, l'élaboration et l'application des solutions ainsi que le mode d'évaluation des programmes. Or, elle constate qu'on est souvent parfaitement conscient de l'existence de ces barrières et qu'on connaît même les solutions à mettre en œuvre, mais que l'application des nouvelles initiatives (comme la *Loi de 2006 sur l'accès équitable aux professions réglementées*, ou *FARPA* en anglais) en est à ses tout débuts et que l'évaluation des programmes reste fragmentaire.

Étant donné cette faiblesse en matière d'évaluation des programmes, estime l'auteure, il est particulièrement difficile de cerner les moyens les plus efficaces d'abattre ces barrières. Mais il fait peu de doute que l'établissement de partenariats entre les intervenants est d'une grande utilité. L'étude montre d'ailleurs que l'engagement de la Ville de Toronto et du Toronto Region Immigrant Employment Council a grandement contribué à résoudre certains des problèmes actuels.

Elle décrit aussi les mesures facilitantes prises par les gouvernements fédéral et provincial pour reconnaître les titres de compétences, notamment la création par Ottawa du Bureau d'orientation relatif aux titres de compétences étrangers et la *FARPA*. Sans oublier l'Initiative de la formation linguistique axée sur les professions soutenue par Ottawa. Mais il reste beaucoup à faire du côté de la formation aux communications. Davantage de programmes de mentorat, de stages et de préparation à l'emploi contribueraient aussi à dénouer l'impasse que représente l'exigence d'une expérience de travail canadienne.

Selon Nan Weiner, on a déjà défini comme suit les principales mesures qui permettraient d'améliorer la situation :

- Multiplier les partenariats ;
- Partager entre groupes d'intervenants les pratiques les plus efficaces et les plus prometteuses ;
- Établir des normes pour les organismes de réglementation, y compris en matière de procédure d'appel, de suivi et de vérification des mesures d'amélioration ;
- Élaborer des formations de préparation à l'emploi adaptées aux différences culturelles ;
- Améliorer le contenu des sites Web destinés aux immigrants, avant et après leur arrivée.

Mais le principal problème reste la difficulté d'assurer l'application la plus efficace de ces mesures, insiste l'auteure. Si bien que la clé de toute amélioration des services d'intégration au marché du travail et de soutien aux nouveaux arrivants réside dans une évaluation rigoureuse des programmes qui leur sont destinés. L'heure est donc venue d'élaborer un vaste projet d'évaluation des programmes.